



*Politiques publiques*

*et territoires*

# Le Monde

Mercredi 26 décembre 1990

## *Vive les quartiers populaires !*

DANIEL BEHAR

« **E**n finir avec les grands ensembles » ! « Casser les ghettos » ! Eloignons nous un moment du débat passionnel pour faire un détour par les villes nouvelles. Depuis quelques temps, à Cergy-Pontoise, à Evry, à Marne-la-Vallée ou à Saint-Quentin-en-Yvelines, les quartiers « historiques » donnent des inquiétudes. On y aperçoit les signes avant-coureurs du mai qui touche les grands ensembles : rotation accélérée des locataires, petite délinquance, mauvaise image des établissements scolaires. Faut-il déjà parler d'obsolescence des villes nouvelles ?

Pourtant on ne peut, à leur propos, se référer à la pauvreté de la forme urbaine, au déficit d'équipements collectifs. On ne peut pas davantage y observer des processus volontaires de ségrégation sociale. Il s'agit le plus souvent de quartiers centraux et les HLM n'y sont pas les seuls logements. La vérité, c'est que ces ensembles urbains passent de l'état de ville nouvelle, à celui de ville tout court. Ils évoluent d'une situation exceptionnelle – l'homogénéité sociale et spatiale d'une ville en construction peuplée de pionniers issus des classes moyennes – à une situation banale : l'arrivée de groupes sociaux hétérogènes et leur répartition dans la ville. C'est en somme l'apparition de quartiers populaires qui fait problème. D'où le parallèle avec les grands ensembles.

Derrière la volonté de suppression des « ghettos », se cachent non seulement le mythe à la fois humaniste et irréaliste de la ville harmonieuse mais plus profondément l'idée que l'on pourrait rendre la pauvreté invisible en niant les signes extérieurs de son existence dans la ville. Quand sera-t-on prêt à reconnaître l'existence durable de quartiers populaires, à reconnaître les pauvres comme légitimes, en tant que groupe social, en tant que territoire dans la ville ? Telle est aujourd'hui la question embarrassante.

Affirmer clairement le droit à l'existence de quartiers populaires constitue pourtant la clé du « sauvetage des grands ensembles ». Mais alors comment gérer des quartiers populaires, sans pour autant se satisfaire des situations d'exclusion ?

La politique en faveur des grands ensembles est encore aujourd'hui pour l'essentiel une politique d'accompagnement : quelques coups de pouce pour remettre ces quartiers au niveau du reste de la ville. Cette conception qui pouvait correspondre à la situation des Trente Glorieuses n'a plus de sens. Pauvreté, chômage, insertion des jeunes, sont des déséquilibres structurels qu'il faut maintenant gérer dans la durée. Il s'agit de passer d'une logique de rattrapage à une logique durable de discrimination positive.

Pour l'Etat, cela signifie d'abord une refonte globale du financement des collectivités locales. C'est aussi faire de la transformation urbaine de ces grands ensembles une véritable priorité nationale, cesser la valse hésitation entre le déguisement des façades et l'implosion des bâtiments, pour traiter l'urbanisme des années 60 sans le nier, mais plutôt en cherchant à en retrouver la logique et à en combler les manques. Quand les quartiers populaires deviendront-ils l'un des grands chantiers du septennat ?

Cela passe encore par une transformation profonde de la gestion de la fonction publique. Il faut cesser d'affecter dans ces quartiers difficiles, le policier débutant, le travailleur social fraîchement sorti de l'école et l'enseignant auxiliaire. Cela ne concerne pas que l'Etat. Les élus locaux sont-ils prêts par des investissements et du personnel qualifié à remettre à niveau ces quartiers souvent sous-équipés et mal gérés? Accepteront-ils par exemple de reconnaître que ces mal dotés en services publics paient parfois doublement l'entretien de leur quartier, à travers les charges des HLM et les impôts locaux ?

Sous prétexte de casser les «ghettos», d'éviter les concentrations excessives, on limite les conditions d'accès des immigrés —et plus généralement des populations dites à risques— aux quartiers HLM. Or ce qui constitue le «ghetto», ce n'est pas le fait de se regrouper, à un moment de son existence, sur des bases identitaires ou affinitaires, c'est l'impossibilité de sortir du territoire ainsi constitué. L'enjeu n'est pas de faire de l'entrée en HLM l'objet de savants dosages sociologiques, mais de favoriser la sortie de l'HLM, la mobilité sociale, les parcours d'intégration, la porosité entre les quartiers.

Affirmer la citoyenneté des populations les plus défavorisées, leur reconnaître le droit à la ville, cela revient à leur garantir à la fois le droit à l'existence collective et le droit à la libre circulation.